

## École normale des instituteurs de l'alliance chrétienne (Eniac)

# Comment relever le niveau de la formation des instituteurs ?

IMM

Libreville /Gabon

*Les responsables de cette école de formation des formateurs entendent mettre les bouchées doubles pour que les élèves instituteurs soient formés dans les conditions d'acquisition des compétences pédagogique et professionnelle pratiques optimales, pour mieux exercer leur métier d'enseignant.*

L'ANNÉE scolaire qui a commencé depuis le 2 octobre dernier avec le début effectif des cours est pleine d'enjeux. Les chefs d'établissements primaires, secondaires et des écoles de formation des formateurs en sont très conscients. D'autant que leurs capacités managériales sont ici mises à l'épreuve.

A l'École normale des instituteurs de l'alliance chrétienne (Eniac) par exemple, l'heure est à la définition des stratégies de forma-



Le directeur général de l'Eniac, Anatole Fouboulou (2e à g) exhortant...



...les formateurs...

tion. Ainsi, à l'occasion des rencontres pédagogiques qu'il a initiées et présidées dernièrement dans son établissement, le directeur général de l'établissement, Anatole Fouboulou, a fixé le cap de la nouvelle année. Il consiste à relever le niveau de formation des élèves instituteurs, avec l'ambition de les placer dans les conditions de réussite absolue.

Ses collaborateurs et lui entendent donc mettre cette année, les bouchées doubles. Pour que ces futurs enseignants du pré-primaire et primaire, sortant de l'École des instituteurs, soient mieux for-



...et les élèves instituteurs à la culture de la réussite.

més dans les conditions d'acquisition des compétences pédagogique et professionnelle pratiques.

Nécessaires pour mieux exercer le métier d'enseignant.

Il a, à cet effet, instruit les

différents formateurs de pédagogie, psychologie et de didactique de passer systématiquement aux enseignements pratiques, avec des simulations, les micro-enseignements et les observations directes des différentes situations de classe. Histoire, pour ces derniers, de faire des instituteurs en formation des héritiers du noble métier.

« Nos résultats de fin d'année scolaire ne doivent pas être biaisés. Et après la formation, nos jeunes instituteurs devraient être opérationnels sur le terrain », a-t-il recommandé.

## Institut français (IF) du Gabon /Trois questions au nouveau directeur...

### ...Bernard Rubi : " Nous allons développer des projets de coproduction avec les artistes gabonais "

Propos recueillis par Frédéric Serge LONG

Libreville/Gabon

*En poste dans notre pays depuis environ un mois seulement, le nouveau directeur de l'Institut français (IF) de Libreville bouillonne d'idées pour nourrir davantage la coopération culturelle qui lie le Gabon à la France. S'il est important pour lui de poursuivre la dynamique impulsée par ses prédécesseurs, il serait grand temps de travailler davantage, main dans la main, avec la classe artistique nationale, et délocaliser de temps en temps les activités de l'IF vers l'intérieur du pays.*

**L'union.** Vous avez déposé vos valises à Libreville, il y a un mois déjà, où vous prenez vos fonctions de directeur de l'Institut français (IF) du Gabon. Pouvez-vous nous parler un peu de vous, personnellement?

**Bernard RUBI :** j'ai un profil un peu atypique pour un conseiller de coopération et d'action culturelle, puisque je suis issu du ministère français de la Jeunesse et des Sports. Les expériences d'expatriation, d'abord dans les départements d'Outre-mer, m'ont donné aussi envie de voyager et de découvrir d'autres horizons. Et donc, j'ai intégré le ministère des Affaires étrangères en tant qu'attaché de coopération au Tchad. Ensuite, je suis parti au Maroc pour y jouer le même rôle. Puis, j'ai pris la direction d'un service détaché de l'État à Mayotte, un département d'Outre-mer français, avant de venir ici

*comme conseiller de coopération et d'action culturelle. Je découvre un pays magnifique, qui a su mettre en valeur et protéger sa richesse faunique et forestière, en érigeant 13 parcs nationaux. Libreville, la capitale, offre beaucoup de services. Pour le moment, je ne connais que ses principaux axes. Je me suis rendu au Cap Estérias pour une escapade gastronomique, où j'ai découvert un espace balnéaire attractif. Je n'ai pas encore eu l'occasion de sortir de la ville. J'espère bien, durant mon séjour ici au Gabon, pouvoir profiter pleinement de ce que propose l'intérieur du pays.*

**Quelle est l'offre culturelle que propose l'Institut français du Gabon cette année ?**

*Pour 2018, les choses sont encore en cours de préparation. Je ne pourrais pas vous donner beaucoup d'éléments à ce sujet. Néanmoins, quelques grands axes sont déjà peaufinés. En 2017, la programmation était encore assurée par Mme Bénédicte Deschamps, mon prédécesseur, qui a continué à amplifier et à diversifier. C'est vrai que, par rapport à d'autres instituts français en Afrique et dans le monde, la programmation proposée au Gabon est particulièrement riche, et couvre énormément de domaines. Nous avons une offre cinématographique dense et variée, qui permet d'accueillir à la fois les jeunes, les étudiants et les adultes. Outre cela, il y a tout ce qui relève de la musique. Tout récemment, la semaine de la musique classique et du jazz a été organisée, avec des artistes talen-*



Bernard Rubi, nouveau directeur de l'Institut français du Gabon.

*tueux du Gabon et d'ailleurs. Il ne s'agit pas, pour nous, de proposer seulement une culture française ou une ouverture sur d'autres mondes, mais aussi d'offrir la possibilité de produire gabonais. Nous avons eu une belle expérience avec cette semaine de la musique classique et du jazz. Nous comptons d'ailleurs la reproduire dans d'autres secteurs artistiques (danse, théâtre, etc.). On verra comment participer à un effort de coproduction de l'Institut français avec les artistes gabonais, qui me semblent relativement très talentueux. Il y a de la richesse de création gabonaise. Il faut que l'IF puisse s'appuyer là-dessus et travailler ensemble. C'est aussi cela l'objet de la coopération française. On y réfléchit. Mais pour le moment, ce n'est pas encore acté.*

**Des innovations sont-elles en vue pour cette programmation 2017-2018 ?**

*Nous allons continuer à faire ce qui*

*correspond véritablement à l'envie du public de Libreville. Les concepts tels que les Café-concerts ou encore les Vendredis de l'IF vont être maintenus. Mais à côté de cela, j'aimerais bien voir l'IF du Gabon ouvert à des résidences artistiques au cours desquelles des hommes de théâtre ou d'arts plastiques pourraient drainer du monde autour d'eux pour participer à la création ou à la coproduction d'une œuvre. J'aimerais bien qu'on puisse construire quelque chose dans ce sens. La deuxième chose qui me semble intéressante, pour l'instant il n'en est pas encore question, ou qu'il est trop tôt pour moi de pouvoir le valider définitivement, c'est de faire en sorte que l'Institut français du Gabon porte pleinement son nom, et que ce ne soit pas seulement l'institut français de Libreville. Ceci, en essayant de délocaliser quelques-unes de nos productions dans d'autres villes, de manière à en faire profiter à toute la population gabonaise. Autrement dit, faire asseoir une partie de notre activité hors des murs de l'IF, que ce soit sur ses aspects culturels ou d'autres peut-être moins visibles, tels que la coopération universitaire, la mobilité étudiante, la proposition de cours de français sur des objectifs professionnels ou universitaires, etc. Ce ne sont que des pistes de réflexion, car la programmation pour l'année 2018 et la stratégie de l'IFG ne sont pas encore arrêtées. Mais au-delà de tout ceci, je crois qu'il y a énormément d'atouts pour réussir une coopération intelligente et inventive, en s'appuyant notamment sur les richesses humaines dont dispose le Gabon.*

## Ici et ailleurs

•Avortement  
Cytotec retiré du marché français



Le Cytotec, un médicament du groupe américain Pfizer contre l'ulcère de l'estomac, détourné pour déclencher des accouchements à terme, au risque de la santé de la mère et de l'enfant, sera retiré du marché français à partir de mars 2018, ont annoncé les autorités. "Le Cytotec, sur le marché depuis 1987, est très peu utilisé en gastro-entérologie et est majoritairement en gynécologie", essentiellement pour l'IVG et le déclenchement artificiel de l'accouchement à terme, selon l'Agence du médicament (ANSM). Le Cytotec se prend normalement par voie orale. Son emploi par voie vaginale pour déclencher l'accouchement à terme d'un enfant viable et les risques graves que cela comporte pour la santé de la mère et de l'enfant est un "scandale", estime l'association Timéo, qui a milité pour son interdiction.

•Épidémie  
Détection de la peste porcine en Côte d'Ivoire

Une épidémie de peste porcine s'est déclarée dans le nord de la Côte d'Ivoire a annoncé, hier, le gouvernement qui a décidé d'interdire la consommation de cette viande dans la zone affectée. "La peste porcine africaine (PAA) est une maladie redoutable, inscrite sur la liste des maladies animales prioritaires à surveiller en Côte d'Ivoire", souligne un communiqué du ministère ivoirien des Ressources animales et halieutiques transmis à l'AFP. Début septembre, "des mortalités de porcs ont été constatées dans des élevages de Ferkessedougou" (nord), zone proche du Burkina Faso voisin.

•Mortalité  
15 000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque jour

En dépit d'une chute remarquable de la mortalité des enfants dans le monde ces dernières décennies, 15.000 enfants de moins de 5 ans meurent encore chaque jour sur la planète, avertit hier l'ONU qui déplore des décès évitables. Dans un nouveau rapport, l'organisation relève qu'en raison d'efforts insuffisants de certains pays asiatiques et africains pour faire face à cette mortalité, plus de 60 millions d'enfants de moins de 5 ans - dont la moitié de bébés de moins d'un mois- risquent de mourir d'ici 2030 de maladies qu'on sait traiter.

Rassemblés par R.H.A